



Paris, le 9 août 2014

Monsieur Jean-Paul Agon  
Président-Directeur Général de L'Oréal  
L'Oréal International  
41, Rue Martre  
92217 Clichy Cedex France

Monsieur le Président-Directeur Général,

La presse a largement rapporté le don de produits Garnier à des soldates israéliennes.

Une action provocatrice, odieuse alors que l'armée israélienne s'est rendue coupable d'un véritable carnage aux dires mêmes de M. Fabius : 1900 morts dont plus de 400 enfants, des milliers de blessés dont une proportion importante sera handicapée à vie, des destructions considérables.

Vous comprendrez aisément dans ces conditions l'indignation, et c'est un faible mot, qui s'est propagée sur la Toile de manière exponentielle. Comment pourrait-il en être autrement alors que les manifestations, les actions de solidarité se multiplient sans faiblir dans le monde entier.

Vous avez déclaré à la presse, sauf erreur cela ne figure pas sur votre site à cette heure :

*"Garnier a pour règle de ne pas prendre parti dans un conflit ou une affaire politique. Garnier a été surpris de découvrir cette initiative sur les réseaux sociaux. Après vérification, il s'avère qu'il s'agit d'une distribution ponctuelle d'environ 500 produits qui fait partie d'une action développée par un distributeur local. Garnier désapprouve cette initiative strictement locale et regrette d'avoir pu offenser certains de ses fans."*

Pourtant les « bénéficiaires » déclarent avoir reçu ces dons de Garnier Israël.

En admettant que ce soit un distributeur local qui ait commis cet acte indigne – mais comment le vérifier puisqu'on n'en connaît même pas le nom - il vous appartient de vous en distancier autrement que par des mots et notamment en le retirant de votre réseau de distribution. Vous en avez parfaitement la possibilité ne serait-ce que parce qu'il a gravement nui à votre image de marque. Ce n'est pas difficile à vérifier compte tenu des appels à boycott de vos produits qui se multiplient, selon le terme usuel, de manière « virale ».

Nous profitons de ce courrier pour vous rappeler l'avis publié par le Quai d'Orsay en juin 2014 :

*« Il existe des risques liés aux activités économiques et financières dans les colonies israéliennes. Les transactions financières, les investissements, les achats, les approvisionnements ainsi que d'autres activités économiques dans les colonies ou bénéficiant aux colonies, entraînent des risques juridiques et économiques liés au fait que les colonies israéliennes, selon le droit international, sont construites sur des terres occupées et ne sont pas reconnues comme faisant partie du territoire d'Israël. Ceci est susceptible d'entraîner des litiges liés à la terre, à l'eau, aux ressources minérales et autres ressources naturelles, qui pourraient faire l'objet d'un achat ou d'investissement, comme des risques réputationnels. ».*

La présence, directe ou indirecte, de points de vente dans les colonies israéliennes est visée par cet avis. Ces recommandations vont d'ailleurs dans le sens de votre code éthique et du *UN Global Compact* auquel l'Oréal a adhéré.

Dans l'attente de votre réponse et de vous rencontrer,

Veuillez recevoir, Monsieur le Président-Directeur Général, l'expression de nos sentiments distingués



Robert Kissous

Pour le Bureau national de l'AFPS